

## **HABITUDE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN MILIEU RURAL**

### **(Cas des villages : Mweyi, Kyavie et Lwabo)**

Auteurs : Auteurs : Alain R. MAKABA NGOYI, ILUNGA KALONDA Cosman, NGOY FATUMA Sarah

#### **RESUME**

*La diversité des régimes alimentaires et la fréquence des repas sont insuffisantes. D'après les données les plus récentes (INS, USAID, et UNICEF 2019)4, chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, seuls 8 % bénéficient d'une alimentation minimale acceptable. Il faut aussi noter que les données actuelles sur les régimes alimentaires au niveau national sont limitées (IPC 2016). Ceux-ci, nous a motivé de réaliser une étude sur l'évaluation de la consommation alimentaire des ménages en milieu rural.*

*Notre étude a comme objectif général, d'évaluer les habitudes alimentaires dans trois villages de territoire de kasongo wanyembo de la province de Haut-Lomami (Kiavié, Luabo, Luabo et Mweyi.*

*Après analyse des données, les résultats montre que la source d'approvisionnement alimentaire principale était l'agriculture avec 87 % à kiavié, 78 % à mweyi et 60 % à luabo ; à ce qui concerne le nombre de repas consommés par jour : les ménages qui ont consommé une fois par jour représente 53 % à mweyi, 47 % à kiavié et 20 % à luabo ; concerne stock d'aliment : 0% à Mweyi et 27 % à Lwabo. Association manioc et maïs plus consommée à luabo soit 76 % et moins consommée à mweyi soit 22 % les légumes sont plus consommés soit 100 % à mweyi, 91 % à kiavié et 86 % à luabo ; les Viandes, poissons et œufs sont consommés sont moins consommés soit 11 % à kiavié, 16 % à mweyi et 47 % à luabo. Légumineuses consommées à 11 % mweyi, 11 % à kiavié et 29 % à luabo ; fruits et les légumes sont consommés à 100 % à mweyi, 91 % à kiavié et 80 % à luabo ; viandes, poissons et œufs consommés à 16 % à mweyi, 24 % à kiavié et 47 % à luabo ; légumineuses consommées à 11 % mweyi, 11 % à kiavié et 29 % à luabo ; lait et produits laitiers consommés à 0 % à mweyi, 2 % à kiavié et 20 % à luabo ; Score de consommation alimentaire inférieur à 21 : 4 % à luabo, 11 % à kiavié et 20 % à mweyi.*

*En conclusion, le résultat n'est pas satisfaisant par rapport à la consommation des ménages, Cela suggère donc la prise des mesures pour sensibiliser et encourager la consommation d'aliments diversifiés*

**clés** : Evaluation, comparaison, aliment, ménage, milieu rural

## 1. INTRODUCTION

Avec une vaste superficie, une population nombreuse et des ressources naturelles en grande quantité, la RDC possède un potentiel économique conséquent, mais son développement a été freiné, ces dernières années, par la guerre et des conflits récurrents. Ce pays est le plus grand de l'Afrique subsaharienne, et sa population de 84 millions d'habitants est la 3ème plus importante de cette région. Ses ressources en minerais sont considérables, surtout dans le sud et l'est du pays, avec notamment le cobalt, le tantale, l'étain, l'or et les diamants (**Geenen et Marysse 2016**). Cependant, l'exploitation brutale de sa population durant son passé colonial, puis l'autoritarisme qui a suivi, les crises politiques et la guerre ont extrêmement fragilisé son gouvernement, lui laissant une capacité restreinte à assurer des services sociaux et économiques. En outre, l'efficacité des services et investissements gouvernementaux est compromise par une corruption massive (Bak et al. 2019). Bien que la RDC ait connu pour la première fois un changement pacifique de pouvoir présidentiel en 2019, le pays reste confronté à de sérieux défis pour son développement (**IFAD 2019**).

La pauvreté est omniprésente. Les statistiques officielles les plus récentes montrent qu'en 2012, 76,6 % de la population vivait dans la pauvreté, un pourcentage qui était de 94,1 % en 2004 (Banque mondiale 2019)<sup>1</sup>. Les prévisions de la Banque mondiale estiment que ce taux a légèrement baissé à 72 % en 2018 – ce qui reste encore extrêmement élevé (Banque mondiale 2019). En 2018, le PIB par habitant était de seulement 562 dollars américains actuels (USD), ce qui représente le 10ème score le plus bas de tous les pays du monde (dont les données sont disponibles).

Bien qu'il n'existe pas d'Indice de la faim dans le monde 2020 pour la RDC en raison d'un manque de données, son niveau de faim a été classé provisoirement comme « alarmant » (voir encadré 1.3). Les données de l'un des quatre indicateurs utilisés pour calculer le GHI – la prévalence de la sous-nutrition – ne sont pas disponibles. Cependant, d'après le *Rapport mondial 2020 sur les crises alimentaires*, la RDC a connu en 2019 la 2ème plus grave crise alimentaire du monde au regard du nombre de personnes affectées, avec 15,6 millions de personnes confrontées à des seuils critiques ou alarmants d'insécurité alimentaire aiguë<sup>2</sup>. Cette insécurité est causée par différents facteurs : les conflits et l'insécurité, avec les déplacements de population et la perte des moyens de subsistance : les attaques de ravageurs ; et les chocs économiques comme la hausse du prix de la farine de maïs (**FSIN 2020**).

L'émaciation infantile – un indicateur de sous-nutrition aiguë – a baissé de manière significative.

Le taux d'émaciation infantile était de 6,5 % en 2017–2018, un déclin considérable par rapport au taux de 15,9 % enregistré en 2001 ((**INS, USAID, et UNICEF 2019 ; UNICEF, WHO, et Banque mondiale 2020**). Les provinces qui comptent les taux les plus élevés sont le Nord-Ubangi avec

13,5 % et l'Ituri avec 11,2 %. Le Sud-Kivu enregistre le taux le plus faible avec 2,6 % et celui du Nord-Kivu est également relativement bas avec 4,6 % (**INS, USAID, et UNICEF 2019**).

Le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans est en baisse, mais se situe encore au-dessus de la moyenne des pays de la région.

En 2018, ce taux était de 8,8 %, une baisse certes importante par rapport à l'année 2000 où il était de 16,1 %, mais qui se situe tout de même au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, à savoir 7,8 %. La RDC a comptabilisé sur l'année 2018 environ 296 000 décès d'enfants de moins de cinq ans (**UN IGME 2019**). L'une des causes principales de mortalité infantile en RDC est la malnutrition, mais aussi la malaria, les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques (**Kavle et al. 2019 ; MPSMRM, MSP, et ICF International 2014**). Les guerres du Congo (1996–1997 et 1997–2003) ont entraîné une augmentation de la mortalité infantile, principalement en raison d'une augmentation de la mortalité en période post-néonatale (située entre 1 et 11 mois) (Lindskog 2016). Les provinces affichant les taux les plus élevés de mortalité infantile sont celles du Kasai avec 16,9 %, du Haut-Lomami avec 13.1 %, et du Sankuru avec 12.7 %. Il est intéressant de noter que parmi les provinces subissant actuellement des conflits, plusieurs affichent des taux relativement bas, comme le Nord-Kivu avec 2,6 %, le Sud-Kivu, avec 3,8 %, et l'Ituri, avec 4,4 %. Une analyse réalisée en 2007 avait également constaté un faible taux de mortalité infantile dans le Nord-Kivu, connu pour être un foyer de conflits, et avait émis l'hypothèse que ce taux bas était dû à la présence sur place de nombreuses ONG qui œuvraient contre la mortalité infantile, de même qu'au large pourcentage d'enfants vivant dans des camps humanitaires (**Kandala et al. 2014**).

La diversité des régimes alimentaires et la fréquence des repas sont insuffisantes. Les cultures de base pour l'alimentation en RDC sont essentiellement le manioc et le maïs, suivi du riz. Les haricots et l'huile de palme constituent également une part importante du régime alimentaire (**FEWS NET 2019**). La viande, les poissons, les œufs, les fruits et les légumes sont consommés de manière occasionnelle. Quant aux produits laitiers, ils ne sont que rarement consommés (Kismul, Mapatano, et Banea 2017). D'après les données les plus récentes (**INS, USAID, et UNICEF 2019**), chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, seuls 8 % bénéficient d'une alimentation minimale acceptable. Il faut aussi noter que les données actuelles sur les régimes alimentaires au niveau national sont limitées (**IPC 2018**). Ceux-ci, nous a motivé de réaliser une étude sur l'évaluation de la consommation alimentaire des ménages en milieu rural.

## 2. OBJECTIFS

Notre étude a comme objectif général, d'évaluer les habitudes alimentaires dans trois villages de territoire de kasongo wanyembo de la province de Haut-Lomami.

Pour y parvenir, nous avons retenu les objectifs spécifiques suivants :

- Comparer la consommation alimentaire des ménages de trois villages ;
- Identifier la source principale d'approvisionnement alimentaire,
- Analyser le score de consommation alimentaire de chaque village.

### 3. METHODE ET MATERIELS

#### Matériel

##### *Population d'étude*

La population d'étude est composée de 135 ménages vivant dans les villages: KIAVIE, MWEYI et LWABO pendant une période allant du premier Avril au trente et un Décembre 2022.

##### *Critère d'inclusion :*

Tous ménages vivant dans les zones d'enquêtes plus de 6 mois et ayant accordés leurs consentements.

##### *Critère d'exclusion :*

Tous les ménages absents pendant la période de notre enquête et aussi celles qui n'ont pas accordés leurs consentements soit qui n'ont pas encore réalisé 6 mois et plus qui a été notre une période de rappel.

##### *Outils de collecte de données:*

L'outil de collecte des données est un questionnaire adressé aux mères dans chaque ménage constitué de dix indicateurs.

##### *Outils de traitement de données :*

Il s'agit du logiciel Excel version 2019 ayant servis respectivement à l'analyse statistique et à l'élaboration des tableaux.

#### Méthodes d'étude

##### *Type d'étude :*

Il s'agit d'une étude descriptive transversale.

##### *Echantillonnage :*

La taille de l'échantillon a été déterminée par sélection aléatoire des 135 chefs des ménages dont 45 ménages par village.

##### *Collecte des données :*

pendant une période allant du premier Avril au trente et un Décembre 2022.

##### *Traitement et analyse des données :*

Les données collectées ont été saisies et analysées à l'aide du tableur Excel et la rédaction du mémoire a été faite sur Microsoft Word 2019

### 4. RESULTATS

**Tableau I : Répartition des ménages selon les caractéristiques socio-économiques des ménages.**

Ce tableau reprend les indicateurs suivants : le sexe, l'âge et le niveau d'instruction.

Caractéristiques	KIAVIE		LUABO		MWEYI	
SEXE	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Masculin	38	84%	39	87%	42	93%
Feminin	7	16%	6	13%	3	7%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>
AGE	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
18-23	4	9%	0	0%	3	7%
24-29	7	16%	4	9%	6	13%
30-35	11	24%	3	7%	14	31%
36-41	10	22%	4	9%	10	22%
42-47	5	11%	13	29%	7	16%
48-53	4	9%	13	29%	2	4%
54-59	3	7%	5	11%	1	2%
60-65	1	2%	3	7%	2	4%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>
NUVEAU D'INSTRUCTION	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Universitaire	0	0%	1	2%	0	0%
Secondaire	4	9%	17	38%	7	16%
Primaire	21	47%	10	22%	15	33%
N'ayant pas étudiés	20	44%	17	38%	23	51%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>

- En ce qui concerne le sexe des chefs de ménages : le sexe masculin représente 97 % à mweyi, 82 % à luabo et 84 % à kiavié ;
- En rapporta avec l'âge des chefs de ménages : de 18 à 23 ans représente 0 % à luabo, 7 % à mweyi et 9 % à kiavié tandis que l'âge de 60 à 65 représente 7 % à luabo, 4 % à mweyi et 2 % à kiavié ;
- En ce qui concerne le niveau d'étude des chefs de ménages : les chefs des ménages n'ayant pas étudié représentent 51 % à mweyi, 44 % à kivié et 38 % à luabo

## Tableau : II. Répartition de ménages selon les sources d'approvisionnements ainsi que la disponibilité de stockage des denrées alimentaires

Ce tableau ressort la répartition de ménages selon les sources d'approvisionnements ainsi que la disponibilité de stockage des denrées alimentaires.

CONSOMMATION ALIMENTAIRES		KIAVIE		LUABO		MWEYI	
SOURCE D'ALIMENTATION	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Agriculture	39	87%	27	60%	35	78%	
Élevage	4	9%	10	22%	3	7%	
Commerce	2	4%	8	18%	7	16%	
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	
NOMBRE DE REPAS PAR JOUR	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
1	21	47%	9	20%	24	53%	
2	13	29%	21	47%	15	33%	
3	11	24%	15	33%	6	13%	
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	
STOCK ALIMENTAIRE	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Oui	0	0%	12	27%	0	0%	
Non	45	100%	33	73%	45	100%	
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	

- En ce qui concerne la source d'approvisionnement alimentaire : l'agriculture représente 87 % à kiavié, 78 % à mweyi et 60 % à luabo ;
- En ce qui concerne le nombre de repas consommés par jour : une fois par jour représente 53 % à mweyi, 47 % à kiavié et 20 % à luabo ;
- En ce qui concerne stock d'aliment : 0% à Mweyi et 27 % à Lwabo.

## Tableau : III. Répartition des ménages selon les catégories d'aliments consommés et Score de consommation alimentaire (SCA)

Ce tableau reprend les aliments consommés par les ménages le sept derniers jours et score de consommation alimentaire.

- Les Viandes, poissons et œufs sont consommés sont moins consommés soit 11 % à kiavié, 16 % à mweyi et 47 % à luabo.
- Légumineuses consommées à 11 % mweyi, 11 % à kiavié et 29 % à luabo ;

Alimentation de base des ménages						
PRODUITS DE BASE	KIAVIE		LUABO		MWEYI	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Fruits et légumes	45	100%	45	100%	45	100%
Viandes, poissons et œufs	10	22%	21	47%	7	16%
Mais	7	16%	6	13%	5	11%
Légumineuses	5	11%	13	29%	40	89%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>
Lait et produits laitiers	1	2%	9	20%	0	0%
<b>FRUIT ET LEGUME</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>
Oui	41	91%	39	87%	45	100%
Non	4	9%	6	13%	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>
<b>VIANDE, POISSON ET ŒUF</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>
Oui	11	24%	21	47%	7	16%
Non	34	76%	24	53%	38	84%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>
<b>LEGUMINEUSE</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>
Oui	5	11%	13	29%	5	11%
Non	40	89%	32	71%	40	89%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>
<b>LAIT ET PRODUITS LAITIERS</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>
Oui	1	2%	9	20%	0	0%
Non	44	98%	36	80%	45	100%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>
<b>Score de Consommation Alimentaire</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>	<b>Effectif</b>	<b>%</b>
< 21	5	11%	2	4%	9	20%
De 21,5 à 35	11	24%	7	16%	11	24%
> 35	29	64%	36	80%	25	56%
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>	<b>45</b>	<b>100%</b>

## 5. DISCUSSION

En ce qui concerne le caractéristique socio-économique, les résultats montrent que, les ménages dont chefs de sexe masculin représente 97 % à mweyi, 82 % à luabo et 84 % à kiavié ; l'âge minimal situé entre 18 à 23 ans représente 0 % à luabo, 7 % à mweyi et 9 % à

kiavié tandis que l'âge maximal compris entre 60 à 65 représente 7 % à luabo, 4 % à mweyi et 2 % à kiavié ; en se référant au niveau d'étude des chefs de ménages : les chefs ménages n'ayant pas étudié représente 51 % à mweyi, 44 % à kivié et 38 % à luabo.

L'étude qui a été réalisée dans un quartier de BOURKINA FASSO, a montré que le type de ménage dominant est celui sous la responsabilité d'un homme. Sur les 300 ménages qui constituaient l'échantillon,

93,3% étaient dirigés par des hommes et 6,7% par des femmes. Les femmes chefs de ménage sont des veuves et des femmes dont les maris ont émigré. L'âge moyen des enquêtés est de 50,8 (14,3) ans avec 16,7% étant des personnes avancées en âge au moins 65ans d'âge.

La population enquêtée est une population majoritairement illettrée car 83,3% n'ont jamais fréquenté l'école formelle. Le niveau secondaire a été le niveau le plus élevé atteint au sein de la population enquêtée et concerne seulement 4,3%. (Sita SANOU et Al,2018)

Le résultat obtenu par MUTEBA KALALA Damien 2014 lui avait permis de faire une observation importante : premièrement, les chefs de ménages étaient en majorité du genre masculin. Cela semble normal étant donné que le code de famille congolais reconnaît dans son article 44 que l'époux (l'homme) est le chef de ménage dans le cas d'un couple marié ; Il ressort également de ce tableau que, globalement, les chefs des ménages de Limete et de Makala sont relativement plus âgés (51 à 60 ans) tandis que ceux de Ndjili sont jeunes (31 à 40 ans) ; Les niveaux d'instruction des chefs de ménages ne se sont pas les mêmes d'un quartier à un autre. Dans le quartier aisé, les chefs de ménages sont en majorité des universitaires ou diplômés du supérieur (83%) ; une petite minorité (3%) n'a pas étudié. Dans le quartier moyen, ils ont un niveau secondaire (48%) ou universitaire (44%), par contre dans le quartier pauvre, les chefs de ménages ont un niveau secondaire (46%) ou primaire (32%) et les non scolarisés s'élèvent à 17%.

Selon les sources d'approvisionnements ainsi que la disponibilité de stockage des denrées alimentaires : notre étude a montré que l'agriculture était la source principale d'approvisionnement dont l'évaluation exprime une valeur de 87 % à kiavié, 78 % à mweyi et 60 % à luabo ; concernant le nombre de repas consommés par jour : une fois par jour plus constatée de 53 % à mweyi, 47 % à kiavié et 20 % à luabo ; et plupart des ménages n'avaient pas d'aliments en stock soit : 0% à Mweyi et 27 % à Lwabo.

Pour la même étude de Sita SAMOU (2018) relève que, Les principales sources de revenus ont été la vente des produits des récoltes (71,1% des répondants) et la vente des animaux de la ferme (52% des répondants). D'autres sources de revenus sont également utilisées. Il s'agit

du maraîchage (48,7% des répondants), l'orpaillage (17,1% des répondants), le commerce (33,3% des répondants) et les transferts d'argent (33% des répondants).

Selon le resultat de MUTEBA **KALALA Damien 2014**, Plusieurs sources de revenu ont été identifiées. D'abord, c'est le salaire de la fonction publique qui constitue la première source de revenu dans les quartiers aisé et moyen où il représente respectivement 37% et 36%. Dans le quartier pauvre le salaire n'est pas la première source de revenu. Il ne représente que 22%.

Le commerce en général (grand ou petit) constitue une source de revenus très importante pour les ménages : 28% dans le quartier aisé, 37% dans le quartier moyen et 44% dans le quartier pauvre. On peut donc considérer le commerce comme étant une activité en forte expansion à Kinshasa et surtout dans le quartier pauvre. Les autres sources comme les dons, le revenu de loyer, la rémunération des prestations professionnelles, sont de moins en moins importantes tant dans le quartier pauvre que dans le quartier aisé.

Partant de la consommation des ménages et score de consommation alimentaire, il ressort que le maïs associé au manioc était plus consommé à luabo soit 76 % et moins consommé mweyi soit 22 % ;le manioc seul plus consommé de 67 % à mweyi et le maïs seul plus consommé à kiavié soit 16 % ;pour ce qui des fruits et les legumes ,l'étude à monter que les legumes étaient plus consommés soit 100 % à mweyi, 91 % à kiavié et 80 % à luabo ;en ce qui est des viandes,poissons et œufs ,l'enquête trouve une faible consommés soit 16 % à mweyi, 24 % à kiavié et 47 % à luabo ; de la consommation des legumineuses,les résultats sont très faibles au moment de l'enquête dont nous avons trouvé une proportion de 11 % à mweyi,11 % à kiavié et 29 % à luabo ;la question posée sur la consommation de lait et produits laitiers montre une faible proportion dans les ménages enquêté soit 0 % à mweyi, 2 % à kiavié et 20 % à luabo ;et en rapport avec le score de consommation alimentaire le resultat montre une proportion de 4 % à luabo, 11 % à kiavié et 20 % à mweyi. Notre resultat ne s'écarte pas totalement avec celui de **Sita SAMOU**, au quel les aliments de base pour ensemble des ménages sont les céréales indépendamment de la saison. Quel que soit le niveau de diversité alimentaire, les céréales et les legumes sont consommées par une proportion importante des ménages (Tableau III). Les ménages à diversité moyenne consomment en plus, pour la plupart, des légumes, du poisson, de l'huile et du sucre. Les ménages de diversité alimentaire élevée se distinguent par leur accès à d'autres produits supplémentaires tels les féculents, les fruits, la viande le lait et les produits laitiers.

Le résultat obtenu par **MUTEBA KALALA Damien 2014**, Plusieurs sources de revenu ont été identifiées. D'abord, c'est le salaire de la fonction publique qui constitue la première source de

revenu dans les quartiers aisé et moyen où il représente respectivement 37% et 36%. Dans le quartier pauvre le salaire n'est pas la première source de revenu. Il ne représente que 22%.

Le commerce en général (grand ou petit) constitue une source de revenus très importante pour les ménages : 28% dans le quartier aisé, 37% dans le quartier moyen et 44% dans le quartier pauvre. On peut donc considérer le commerce comme étant une activité en forte expansion à Kinshasa et surtout dans le quartier pauvre. Les autres sources comme les dons, le revenu de loyer, la rémunération des prestations professionnelles, sont de moins en moins importantes tant dans le quartier pauvre que dans le quartier aisé. Notre résultat s'écarte de celui, sur le fait notre étude a été réalisée d'un milieu rural de la province de Haut-lomami la grande majorité de la population est illettrée ainsi que très pauvre que celle réalisée dans le quartier de la ville province de Kinshasa.

La même étude (**MUTEBA 2014**), les ménages prennent deux repas par jour. Mais avec des tendances fort différentes. Environ 74% des ménages du quartier aisé prennent 2 à 3 repas par jour. Dans le quartier moyen, près de 85% des ménages prennent 1 à 2 repas par jour, alors que dans le quartier pauvre plus de 92% ne prennent qu'un seul repas par jour.

A la question consistant à citer les trois aliments de base les plus consommés, (**MUTEBA 2014**), il en ressort que c'est d'abord le Fufu (une bouillie préparée sur base de farine de manioc et celle de maïs) qui est l'aliment de base le plus consommé dans les trois quartiers.

Pour notre étude, les aliments les plus fréquemment consommés ont été les céréales. Elles sont consommées tous les jours, les légumes, le poisson et le sucre sont aussi fréquemment utilisés par les ménages. Bien que fréquente, la consommation de poisson se fait dans de très petites quantités essentiellement pour agrémenter les sauces. Les légumineuses sont tellement moins consommées. Les groupes d'aliments d'origine animale sont moins fréquemment consommés. La viande est consommée moins d'une fois dans la semaine. Le lait et les produits laitiers sont tout aussi faiblement consommés. La majorité des répondants nous a confié qu'elle ne consomme presque jamais les œufs et ce, quelle que soit la saison de l'année.

## 6. CONCLUSION

Notre étude a comme objectif général, d'évaluer les habitudes alimentaires dans trois villages de territoire de kasongo wanyembo de la province de Haut-Lomami.

Pour y parvenir, nous avons retenu les objectifs spécifiques suivants :

- Comparer la consommation alimentaire dans trois villages ;
- Identifier la source principale d'approvisionnement alimentaire,
- Analyser le score de consommation alimentaire de chaque village.

Après analyse des données, l'enquête a relevé que :

L'agriculture est la source principale d'approvisionnement dans tous les trois villages ;moins de ménages qui consommaient plus de deux fois par jour ;l'alimentation des ménages équilibrée et diversifiée ;les ménages qui consomment le maïs associé au manioc représentent 76 %; 48 % à kiavié et le manioc seul 67 % à mweyi; fruits et les légumes sont consommés à 100 % à mweyi, 91 % à kiavié et 80 % à luabo ;viandes,poissons et œufs consommés à 16 % à mweyi, 24 % à kiavié et 47 % à luabo ;Legumineuses consommée à 11 % mweyi,11 % à kiavié et 29 % à luabo ;Lait et produits laitiers consommés à 0 % à mweyi, 2 % à kiavié et 20 % à luabo et le score de consommation alimentaire inférieur à 21 : 4 % à luabo, 11 % à kiavié et 20 % à mweyi. Notre résultat n'est pas satisfaisant par rapport à la consommation des ménages, Ce la suggère donc la prise des mesures pour sensibiliser et encourager la consommation d'aliments diversifiées en mettant accent sur les problèmes de santé que cela causerait. Les résultats peuvent également aider les différents programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle intervenant dans la zone à mieux orienter leurs actions et sensibiliser sur le bienfait d'une alimentation diversifiée.

## 7. RECOMMANDATIONS

L'analyse des modes de consommation alimentaire des ménages ayant suscité bien des préoccupations, des interrogations et des inquiétudes, il est judicieux qu'au terme de cette analyse des recommandations soient formulées afin de voir la situation alimentaire de ces villages s'améliorer dans l'avenir. Cette amélioration ne peut intervenir que si les décideurs manifestent la volonté de mettre en œuvre les recommandations suggérées tant dans la présente étude que dans d'autres.

Les recommandations vont dans deux sens : d'abord à l'endroit des ménages, ensuite à l'endroit des décideurs c'est-à-dire le pouvoir public.

### 7.1. RECOMMANDATIONS A L'ENDROIT DES MENAGES

En analysant les différents modes de consommation dans les ménages, les recommandations suivantes sont suggérées aux responsables des ménages.

- 1° Diversification des sources de provenance des aliments
- 2° La connaissance de la diététique peut contribuer à réduire les dépenses alimentaires tout en améliorant la qualité du régime alimentaire et nutritionnel.
- 2° Utilisation des carnets ou cahiers des menus journaliers
- 3° Maitre en pratique les conseils apportés par les professionnels de santé.

## 7.2. RECOMMANDATIONS A L'ENDROIT DU POUVOIR PUBLIC

La sécurité alimentaire étant une question éminemment politique la responsabilité incombe au pouvoir public de mettre en place des politiques qui puissent permettre aux ménages d'améliorer sensiblement leur mode de consommation alimentaire.

- 1° Améliorer la qualité des importations alimentaires
- 2° Encourager la production locale
- 3° Mettre en place des politiques sociales pour les plus démunis

## 8. REFERENCES

- AERC Working Paper BMGF-006. Nairobi : African Economic Research Consortium.*
- Bak, M., J. Vrushu, and E. Mpararo. 2019. Democratic Republic of the Congo : Overview of Corruption and Anti-Corruption. Berlin : Transparency International.*
- C. TINGUI, A. MATHUNABO2 : Analyse de la situation socio-économique et alimentaire des Ménages des provinces du Nord et Sud Ubangi en RDC Reçu le 09/12/2018 ; Accepté le 12/02/2019)*
- FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network). 2019. Democratic Republic of Congo Price Bulletin.*
- FSIN (Food Security Information Network). 2020. Global Report on Food Crises 2020 : Joint Analysis for Better Décisions. <https://www.fsinplatform.org/report/global-report-food-crises-2020/>.*
- Geenen, S., and S. Marysse. 2016. "Democratic Republic of the Congo : Mining Sector." In Encyclopedia of Mineral and Energy Policy. Berlin : Springer Link. DOI :10.1007/978-3-642-40871-7\_112-1.*
- IFAD (International Fund for Agricultural Development). 2019. Democratic Republic of the Congo: Country Strategic Opportunities Programme 2019–2024. <https://webapps.ifad.org/members/eb/127/docs/EB-2019-127-R-21-Rev-1.pdf>.*
- INS (Institut National de la Statistique), USAID (US Agency for International Development), and UNICEF. 2019. Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples, 2017–2018, Rapport de Résultats de l'Enquête. Kinshasa, DRC. International Land Coalition. 2020. National Engagement Strategies : DR Congo.*
- IPS.REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) Situation actuelle de l'insécurité alimentaire aiguë - Août 2018*
- Kandala, N. B., T. P. Mandungu, K. Mbela, K. P. Nzita, B. B. Kalambayi, K. P. Kayembe, and J. B. Emina. 2014. "Child Mortality in the Democratic Republic of Congo: Cross-*

*Sectional Evidence of the Effect of Geographic Location and Prolonged Conflict from a National Household Survey.” BMC Public Health 14 (1) :266.*

**Kavle, J. A., M. Pacqué, S. Dalglisch, E. Mbombeshayi, J. Anzolo, J. Mirindi, et al. 2019.** “Strengthening Nutrition Services within Integrated Community Case Management (iCCM) of Childhood Illnesses in the Democratic Republic of Congo: Evidence to Guide Implementation.” *Maternal and Child Nutrition* 15: e12725.

**Lindskog, E. E. 2016.** “The Effect of War on Infant Mortality in the Democratic Republic of Congo.” *BMC Public Health* 16 (1) : 1059.

**MUTEBA KALALA Damien 2014**(CARACTERISATION DES MODES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES A KINSHASA) : Analyse des interrelations entre modes de vie et habitudes alimentaires 2014

**Sita SANOU, Augustine AYANTUNDE<sup>et</sup> Aimé Joseph NIANOGO:** *Consommation alimentaire des ménages et déterminants de la diversité alimentaire: cas de quatre communes dans la région du Nord, Burkina Faso* 2018.

**INS, USAID et UNICEF, WHO (World Health Organization), and World Bank. 2020a.** *Joint Child Malnutrition Estimates. Accessed April 12, 2020.*

**UNIGME (UN Inter-agency Group for Child Mortality Estimation). 2019.** “Child Mortality Estimates Info, Under-five Mortality Estimates.” Accessed April 12, 2020. [www.childmortality.org](http://www.childmortality.org). UN Water. 2020.

